

JOURNÉE D'ÉTUDE

LES ANNÉES JOHNSON :

RUPTURES, CONTINUITÉS, ET HÉRITAGE



CHCSC - 03/2023 - LF - © President Lyndon B. Johnson, Loi sur les droits civils, Paxabay / American flag, Paxabay

23 mai 2023

Auditorium de la Bibliothèque Universitaire
de Saint-Quentin-en-Yvelines

ORGANISÉ PAR ALEXANDRA BOUDET-BRUGAL (CHCSC, UVSQ)
ET BENOÎT LOPEZ (DANTE, UVSQ)

Avec le soutien de la MSH Paris-Saclay
et de la Graduate School Humanités-Sciences du Patrimoine



PROGRAMME DÉTAILLÉ

Résumés des interventions / Abstracts

9h15-10h15 : intervention du Pr. Steve Whitfield (Brandeis University) : « Reading Robert Caro: A Life of Lyndon Johnson ».

BIOGRAPHIE : Stephen Whitfield is Professor of American Studies (Emeritus) at Brandeis University (near Boston), where he taught for 44 years. He holds degrees from Tulane University, Yale University and Brandeis. He is the author of nine books in American political, intellectual and cultural history of the twentieth century. Whitfield has also taught outside the United States, at the Hebrew University of Jerusalem, the Catholic University of Leuven and Louvain-la-Neuve, the Sorbonne and the University of Munich.

MOTS-CLÉS : Caro, Robert A., Dallek, Robert, Great Society, Johnson, Lyndon B., McCullough, David Sandburg, Carl, Stevenson, Coke R., Texas, United States Presidency, United States Senate

ABSTRACT : In American politics, Lyndon B. Johnson cut a larger-than-life figure. In death, which occurred exactly half a century ago, in 1973, he has loomed even larger, because the magnitude of his achievements has been revealed in the four volumes of Robert A. Caro's not-yet-completed biography. The research that Caro has invested is extraordinary, in measuring what Johnson did and how he did it. His historical importance as Congressman, Senator, Vice President and thirty-sixth President has therefore been magnified. Yet the scale of Caro's scrutiny has made Johnson seem even bigger. He has become more inescapable -- a politician whose legacy needs to be reckoned with, in order to fathom the middle third of the twentieth century in America. No biography is more helpful, indeed more indispensable, in performing such a task than *The Years of Lyndon Johnson*. Each of Caro's volumes has won prestigious prizes, and yet his interpretations have also been subjected to withering criticism. Reviewers have ascribed bias and hostility to the portrait of Johnson, so that the legacy of this multi-volume biography may be problematic.

10h30-12h30 : PERSPECTIVES.

David Starr (Brandeis University) : « You have no Idea How Much Bad Advice I Got », The Leadership of JFK and LBJ: character and consequences ».

BIOGRAPHIE : David Starr teaches on the faculty of Hult International Business School and is a Research Associate of the Tauber Institute for the Study of European Jewry, Brandeis University. He served as Dean and Vice President at Hebrew College. He writes on topics related to history and religion and is writing a biography of Solomon Schechter and a study of education and its impact on the religious life of adults. He held fellowships from Harvard and Columbia. He received his doctorate in history from Columbia University.

MOTS-CLÉS :

ABSTRACT : Analyses of presidents often focus on policy legislation (usually domestic matters) and crisis management (foreign affairs). The presidencies of JFK and LBJ contained an apparent riddle. Despite the wide if not necessarily deep area of agreement between them about both ideas and commitments, in important ways their presidencies seemed diametrically opposed regarding their successes and failures. This paper focuses on the style and temperament and administrative tendencies of these presidents. It probes **how** presidents lead and manage, rather than just focusing on their values and ideas and goals. If one wants to understand what happened—what leaders do—one must not only understand the context in which they operate and their purposes but also how they operate.

The paper argues that each one of these figures possessed and activated certain qualities, which in some cases brought tremendous advantages and opportunities while those same qualities in other circumstances exposed them to risks. It also argues that each one of these figures possessed other qualities that carried different dangers. The lives and work of these two figures reminds us of the historical question of the relationship between agency and structure. Agency in practice filters through the lens of a person's nature and character as it operates in time. How one governs matters maybe as much if not more than one's values and purposes.



Yves Laberge (Université d'Ottawa) : « Les années 1960 d'après les points de vue canadiens : histoire, mémoire et reconfigurations ».

BIOGRAPHIE : Yves Laberge est sociologue et détient un doctorat en sociologie de l'Université Laval. Boursier doctoral et postdoctoral du Fonds FCAR, il a aussi été chercheur associé au Laboratoire de Communication et politique du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), à Paris. Ses champs de spécialisation sont la sociologie de la littérature et de la culture, les études culturelles, mémorielles et narratives.

MOTS-CLÉS : Canada et États-Unis, Années 1960, Politique de multiculturalisme (Canada) , Multiculturalisme vs melting-pot américain , Cultures comparées, Idéologies comparées , Place des minorités

ABSTRACT : Vu du Canada, les années Johnson ne semblent pas avoir été particulièrement marquantes, comparativement aux présidences précédentes (JFK) et suivantes (Nixon). Mais du point de vue mémoriel, ce n'est qu'une impression; on se souvient peu des « années Pearson » au Canada (LBP était le Premier Ministre canadien jusqu'en 1968). Rétrospectivement, des comparaisons révélatrices et des parallèles peuvent néanmoins être élaborés entre ces deux pays limitrophes, semblables en plusieurs points. Étant de tout temps perméable à la culture américaine, le Canada apparaît quelquefois comme un révélateur des mutations de la société américaine, avec parfois un certain décalage, même si beaucoup de Canadiens s'en défendent. Ce fut le cas durant les années Johnson. Cette conférence mettra en évidence certains de ces parallèles, à partir de quatre concepts sociologiques: identités collectives, intégration des minorités, le binôme idéologies/utopies, les relations Canada-USA. L'approche méthodologique sera qualitative et comparative, selon une perspective pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire.



Julien Boudon (Paris-Saclay) : « L'élection présidentielle de 1964 : un tournant dans la vie politique américaine »

BIOGRAPHIE : Julien Boudon, Professeur de droit public, agrégation 2004, en poste à Reims de 2004 à 2020, Doyen de la Faculté de droit et de science politique de Reims entre 2016 et 2020, mutation à l'Université Paris-Saclay (Sceaux) en septembre 2020. Président de la section Japon de la SLC. Directeur délégué général de la Fondation Ius & Politia. Centres d'intérêt : droit constitutionnel, droit comparé, droit des États-Unis, histoire de la doctrine juridique

MOTS-CLÉS : Election présidentielle de 1964 ; Déségrégation ; Mouvement pour les droits civiques ; Géographie électorale des États-Unis.

ABSTRACT : Les années Johnson sont remarquables à bien des égards : pour le constitutionnaliste et le politiste, elles marquent un bouleversement dans la géographie électorale des États-Unis d'Amérique. Depuis la guerre de Sécession, le Sud votait traditionnellement Démocrate, tandis que le Nord votait massivement Républicain : nonobstant l'émancipation des esclaves, la ségrégation continuait comme avant dans les États du Sud (lois Jim Crow) et les États du Nord n'en pouvaient mais. Il aura appartenu à un Texan, le président Johnson, de poursuivre et d'amplifier la politique émancipatrice inaugurée par son prédécesseur, John Kennedy (Voting Rights Act). Le parti démocrate reniait en partie l'héritage politique de la Reconstruction : le coût électoral allait se révéler terrible. En effet, le «Deep South» tournait le dos progressivement aux Démocrates et votait de plus en plus nettement en faveur des Républicains. De ce point de vue, l'élection présidentielle de 1964 est remarquable : pour la dernière fois jusqu'à aujourd'hui, le candidat démocrate l'emportait sur son rival républicain dans les États du Sud. Dans les décennies suivantes, et surtout depuis une vingtaine d'années, les Républicains l'emportent largement au niveau local comme au niveau fédéral. Il reste à savoir si la tendance ne s'inverse pas dans certains États sudistes, par exemple la Géorgie.

Raphael Costa (Paris Saclay) : « D’Apollo à Artemis : l’Odyssée de l’ambition spatiale des Etats-Unis »

BIOGRAPHIE : Raphaël Costa, auteur et co-directeur de la *Revue du droit insolite*, est doctorant en droit de l’espace à l’Université Paris-Saclay, sous la direction de Philippe Achilleas. Il y enseigne également la discipline en parallèle de la publication régulière d’articles scientifiques et d’ouvrages portant sur le droit de l’espace ou la casuistique juridique insolite.

MOTS-CLÉS : Droit spatial, course à la Lune, États-Unis, Guerre froide, droit international

ABSTRACT : Après quelques décennies d’abandon des projets d’exploration spatiale ambitieux au profit d’une concentration des efforts étatiques sur les applications spatiales pratiques et militaires, le récent programme Artemis relance, au support d’acteurs privés, la conquête de la Lune. À l’heure où celle-ci oppose les USA à la Chine, la logique géopolitique de blocs concurrents semble être un recommencement de celle à l’œuvre durant les années de préparation du mythique programme Apollo, annoncé par le Président Kennedy en 1962, applaudi à l’alunissage par Nixon en 1969, mais intégralement supervisé par Lyndon B. Johnson, président de 1963 à 1969, un « champion oublié » de la Course de la Lune, en fonction durant les années de négociation et d’adoption des traités onusiens de droit spatial.

13h30-15h20 : LES GUERRES INTERIEURES de LB JOHNSON / LB JOHNSON’S DOMESTIC WARS

Lyais Ben Youssef (UPEC Créteil) : « Guerre contre la pauvreté ou guerre contre les Pauvres ? »

BIOGRAPHIE : Lyais Ben Youssef, doctorant à l’université Paris-Est Créteil sous la direction de Guillaume Marche, et ATER en civilisation étatsunienne et britannique à l’université Sorbonne-Nouvelle depuis septembre 2021. Ses recherches portent sur l’articulation de la race et de la classe dans les débats intellectuels. Je m’intéresse à l’histoire des idées, au discours militants et académiques ainsi qu’au traitement politique des inégalités. Sa thèse est une biographie intellectuelle croisée de deux intellectuels africains américains, l’historien Manning Marable et le sociologue William Julius Wilson. IL s’agit de mettre en perspective l’influence du contexte historique dans lequel leurs idées ont germé puis évolué, et en retour, comment leurs analyses ont transformé (ou non) les discussions sur les questions de classe et de race aux États-Unis. Une publication est à paraître, intitulée « Vers une justice sociale, raciale et environnementale dans les Amériques. » Chapitre : « *Katrina, une crise urbaine, sociale, raciale et environnementale. D’une justice raciale et sociale à une justice environnementale.* » aux éditions Michel Houdiard.

MOTS-CLÉS : Social, pauvreté, race, culture, débats.

ABSTRACT : Aux Etats-Unis, durant les années 1960, une nouvelle théorie sociologique prit place dans la vie politique. Oscar Lewis publia un article dans lequel il parlait « d’une culture de la pauvreté ». Cette culture de la pauvreté ne voulait pas définir une culture tel que le définissent les anthropologues, mais plutôt un ensemble de comportements que les pauvres se transmettraient et les empêcheraient de sortir de leur pauvreté, puisque leur façon de vivre serait la seule chose qu’ils connaîtraient. Dans les années 1980, le débat par ouvrages interposés entre penseurs sur la réalité de cette culture de la pauvreté s’installa en influençant grandement les sphères politiques et médiatiques. Les conservateurs théorisèrent des mesures toujours plus coercitives tandis que les libéraux tentèrent de démontrer combien nombre de ces théories étaient dénuées de tout fondement scientifique. Cette communication a pour but d’interroger l’héritage social et politique de la guerre contre la pauvreté du Président Johnson, sous le prisme des politiques publiques qui durant les années 1980 stigmatisèrent la pauvreté par le biais d’un combat qui se disait culturel. Aussi, nous interrogerons l’influence que ces débats récurrents depuis la présidence Johnson sur les pauvres et le rôle des pouvoirs publics exerce sur l’Amérique d’aujourd’hui. Pour ce faire, la communication utilisera comme sources les écrits d’intellectuels influents et engagés dans les débats publics, à l’instar de Charles Murray et William Julius Wilson dans les années 1980. Il s’agit en effet non seulement d’analyser les travaux des penseurs, mais aussi de les historiciser au regard de leur contexte politico-idéologique. Cette proposition de communication pourrait s’insérer dans le thème : « *Great Society et War on Poverty: lutte contre la pauvreté* ».



Taoufik Djebali (Université de Caen) : « La *Appalachian Regional Commission* de Johnson et la lutte contre la pauvreté : le succès d'un modèle de développement »

BIOGRAPHIE : Taoufik Djebali est titulaire d'un doctorat en civilisation américaine de l'université Paris-Sorbonne (Paris 4). Actuellement maître de conférences à l'université de Caen, il a publié de nombreux articles sur la société et l'économie américaine et appartient aux centres de recherche [ERIBIA-LSA](#) (université de Caen).

MOTS-CLÉS : Pauvreté, race, politique sociale, Appalachian Regional Commission

ABSTRACT : La Appalachian Regional Commission (ARC) a été créée en 1965 par le président Johnson afin de stimuler le développement économique dans la région des Appalaches qui comprend 420 comtés dans 13 États. Le rôle assigné à l'ARC est de promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux et fédéraux et de coordonner les efforts de développement économique dans la région. Sa mission principale demeure la réduction du chômage, l'éradication de la pauvreté et l'amélioration de la qualité de vie dans la région.

Contrairement aux programmes d'aide aux pauvres ou de lutte contre les discriminations qui ciblaient directement l'individu, l'ARC s'est attelée à lutter contre la pauvreté en promouvant l'investissement dans les infrastructures et en mettant en place des programmes de formation pour les professionnels de la santé...

Malgré la persistance des inégalités dans la région et les critiques des conservateurs qui, à l'accoutumé, s'opposent systématiquement à toute intervention de l'État, l'ARC demeure l'un des piliers de l'action gouvernementale dans la région.

Le programme de Johnson, mis en place dans les années 1960, semble se réinventer à travers la création de sept autres commissions de développement régional, calquées sur le modèle de l'ARC. Parmi ces commissions, la Denali Commission (1998), la Northern Border Regional Commission (2008) ou encore la Great Lakes Authority (2023).



Thibault Le Moal (UVSQ) : « Le droit de la concurrence sous la présidence Johnson (1963-1969) : un épisode contextuel ou un héritage toujours vivant ? »

BIOGRAPHIE : Thibault Le Moal a suivi ses études de droit au sein de l'Université de Saint-Quentin-en-Yvelines jusqu'au Master 2 Propriété Intellectuelle et Droit des Affaires Numériques mention « numérique ». Il a ensuite obtenu un contrat doctoral au sein de l'Université Paris-Saclay dont le sujet de thèse était intitulé : « Droit de la concurrence et économie guidée par la donnée approche comparée États-Unis - Union européenne ». Ce sujet de thèse permet d'appréhender les évolutions législatives, jurisprudentielles et institutionnelles sur ces deux sujets de droit : le droit de la concurrence et la valorisation des données à caractère personnel. Les influences réciproques dans la conception de la règle de droit mais également sa mise en œuvre sont au cœur de cette réflexion tout autant que l'inspiration croisée à ce sujet des États-Unis et de l'Union européenne.

MOTS-CLÉS : Droit de la concurrence - *War on Poverty* - Évolutions de la doctrine économique - Bien-être du consommateur.

ABSTRACT : La volonté du Président Johnson de mener à bien sa « *War on Poverty* » s'est ancrée dans l'action du gouvernement fédéral tant au niveau social que sur le plan économique. La même année que le passage de l'« *Economic Opportunity Act* » le Président Johnson crée le poste de « *Special Assistant for Consumer Affairs* ». L'office de ce poste, directement rattaché au Président, poursuit tant une mission de conseil aux différents services compétents en matière économique qu'à souligner les enjeux majeurs en matière de consommation au Président. Si le Président Reagan (1981-1985) a déclaré : « *we fought a war on poverty, and poverty won.* », l'action du Président Johnson (1963-1969) mérite d'être contextualisée tant sur le plan économique que juridique. L'étude du contexte économique permettra de mieux saisir la visée de la création de ce poste et sa pertinence actuelle. L'étude du contexte juridique permettra quant à elle de mieux comprendre les attraits de la création de ce poste et ses objectifs à la fin de mettre en exergue les conditions légales d'efficacité de ce poste.

Si le parallèle entre l'époque de la présidence Johnson et la nôtre appelle à la précaution, les impulsions juridiques initiées ne doivent pas être éludées. Cette étude devra également permettre de mettre en avant l'évolution des notions au fondement du droit de la consommation comme celles de « bien-être du consommateur », « surplus du consommateur ».

L'évolution de la signification de ces notions permettra donc, en partant des évolutions légales du droit de la consommation sous la présidence Johnson, de montrer l'héritage de l'ambition initiale de fonder la « *Great Society* ».

Benjamin Fiorini (Paris 8) : « « The War on Crime » : slogan d'un virage sécuritaire »

BIOGRAPHIE : Benjamin FIORINI, maître de conférences en droit privé et sciences criminelles à l'Université Paris 8 Vincennes - Saint-Denis, juge-avocat à la Cour nationale du droit d'asile désigné par le Haut Commissariat pour les Réfugiés des Nations Unies. Je suis l'auteur d'une thèse intitulée «*L'enquête pénale privée : étude comparée des droits français et américain*», primée à trois reprises (prix Varenne ; prix Merle ; prix d'Aguesseau) et publiée par l'Institut Universitaire Varenne en 2018. Je suis également président de l'association «*Sauvons les assises !*» visant à préserver le jury populaire de cour d'assises.

MOTS-CLÉS : justice pénale, police, prison, répression, armement

ABSTRACT : Le 8 mars 1965, peu de temps après sa déclaration concernant la « guerre contre la pauvreté » (*War on Poverty*), le président Lyndon Johnson annonçait le lancement d'une « guerre contre le crime » (*War on Crime*), inaugurant ainsi une nouvelle ère dans l'application de la loi américaine. En érigeant la lutte contre la criminalité en priorité fédérale, Johnson, tournant le dos aux doctrines qui réservaient cet objectif aux Etats fédérés, initiait une politique de répression et de contrôle social qui constitue, encore de nos jours, l'un de ses legs les plus visibles.

La War on Crime promise par Johnson ne saurait se résumer à une guerre contre les criminels – même si elle inclut évidemment ce volet –, puisqu'elle visait également à s'attaquer aux paramètres économiques et sociologiques menant à la criminalité. C'est la raison pour laquelle la Commission Présidentielle sur l'Application de la Loi et l'Administration de la Justice (*President's Commission on the Law Enforcement and the Administration of Justice*), mise en place en 1967, incitait les policiers, les juges et les pouvoirs publics à surveiller les facteurs criminogènes que constituent « la pauvreté, l'antagonisme racial, l'éclatement familial et l'instabilité des jeunes ».

Ainsi, la *War on Crime*, loin de constituer une initiative politique isolée, doit être comprise comme le maillon d'une politique globale visant à établir la *Great Society* rêvée par Johnson. Elle doit donc être étudiée parallèlement aux programmes de lutte contre la pauvreté et aux lois relatives aux droits civiques adoptés aux Etats-Unis au milieu des années 1960.

Comment la *War on Crime* s'est-elle matérialisée, et a-t-elle atteint ses objectifs ?

Après avoir présenté les principales mesures découlant de la *War on Crime* en insistant sur l'investissement financier spectaculaire venu les soutenir (I), nous verrons que celles-ci ont souvent entraîné des conséquences désastreuses (surarmement de la police, incarcération de masse, stigmatisations raciales, etc.) avec lesquelles l'Amérique contemporaine peine toujours à rompre, et qui ont largement éclipsé les promesses sociales de la *War on Poverty* (II).

15h20-16h20 : Intervention du Pr. Lawrence (directeur de the Lyndon Baines Johnson Library and Museum, Austin, Texas) : "Part of the Way with LBJ: The Shifting Legacies of Lyndon Johnson."

BIOGRAPHIE : Mark Atwood Lawrence is Director of the LBJ Presidential Library and Museum in Austin, Texas, and Professor of History at UT-Austin. He is author of *Assuming the Burden: Europe and the American Commitment to War in Vietnam*, *The Vietnam War: A Concise International History*, and *The End of Ambition: The United States and the Third World in the Vietnam Era*, as well as numerous articles, chapters, and reviews on various aspects of the history of U.S. foreign relations. Lawrence has held the Cassius Marcellus Clay Fellowship at Yale University (2006-2008) and the Stanley Kaplan Visiting Professorship in American Foreign Policy at Williams College (2011-2012).

MOTS-CLÉS : Lyndon Johnson, legacy, popular culture, Joe Biden, reputation

ABSTRACT : When Lyndon Johnson left the White House in 1969, he was shrouded in controversy. His approval ratings had crumbled amid crises in Vietnam and America's cities. For years thereafter, few Democratic politicians linked themselves to LBJ or invoked his legacy. Half a century later, however, LBJ's legacy has changed dramatically. Although he is still often criticized for his decision-making in Vietnam, Americans have rediscovered his domestic accomplishments. For many, he is a worthy model of liberal ambition sorely needed in a new era of racial unrest and widening inequality. This presentation will analyze the transformation of LBJ's standing in American political culture. Why has Johnson undergone such a remarkable reappraisal? What are the limits of this rethinking? The talk will suggest that LBJ's legacy deserves to somewhere between the harsh criticism of earlier times and the enthusiastic celebration increasingly visible these days among American liberals. At the end of the day, LBJ remains deeply implicated in the collapse of the Roosevelt coalition and the horrors of the Vietnam War, problems that must be acknowledged alongside the achievements of the Great Society.



16h40-18h10 : DROITS CITOYENS ET SOCIAUX / SOCIAL AND POLITICAL RIGHTS

Olivier Richomme (Université Lumières Lyon 2) : « Katzenbach v. South Carolina (1966) and LBJ's voting rights legacy ».

BIOGRAPHIE : Olivier Richomme teaches U.S. history at University of Lyon, France. His latest book is *Race and Partisanship in California Redistricting: From the 1965 Voting Rights Act to Present*, Rowan and Littlefield, 2019. He is currently on a research sabbatical (CNRS/LARCA) and is writing a history of voting in the U.S. for the French market.

KEY WORDS: 1965 Voting Rights Act; *Katzenbach*; Section 5; preclearance; Justice Department

ABSTRACT: The 1965 Voting Rights Act is one of the most important pieces of legislation passed in U.S. history. “The crown jewels of the Civil Rights movement” launched a new era of electoral reform and is responsible, in part, for a complete political realignment in the U.S. It is also one of the most memorable achievements of the Johnson presidency. This article proposes to explore how Section 5 came about, as *preclearance* is derived from an idea borrowed from the courts called the “freezing principle”, and how Section 5 passed constitutional muster. In that sense, LBJ's voting rights legacy owes much to the Warren Court. In complete contrast to the current institutional situation, *Katzenbach* is a powerful reminder that if LBJ's presidency was so transformative it is, in part, because the three branches of government worked in unison.



Esther Cyna (UVSQ) : « Conseils scolaires et discriminations raciales après le Voting Rights Act »

BIOGRAPHIE : Esther Cyna est maîtresse de conférences en civilisation des États-Unis à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Paris Saclay. Ses recherches portent sur le racisme dans l'histoire de l'éducation des États-Unis. Elle est docteure en histoire de l'éducation et civilisation américaine de l'Université de Columbia aux États-Unis et de la Sorbonne Nouvelle. Sa thèse, soutenue en 2021 et intitulée «Shortchanged: Racism, Inequality and School Finance in North Carolina, 1964-1997,» a été récompensée du prix C. Vann Woodward de la Southern Historical Association en 2022.

MOTS-CLÉS : éducation, droit de vote, minorités raciales, Africain.e.s Américain.e.s

ABSTRACT : Comment le Civil Rights Act de 1964 et le Voting Rights Act de 1965 ont-ils bouleversé les relations de pouvoir au sein des conseils scolaires, entités administratives et politiques en charge de l'éducation publique ? Les deux lois signées par le président Lyndon Johnson ont galvanisé le combat de celles et ceux dont les voix n'étaient pas ou peu représentées aux conseils scolaires, exerçant une pression sur ces derniers, leurs membres, leur mode de fonctionnement, décisions et relations avec les résident.e.s de leur district. Cette étude des changements locaux voire hyper-locaux qui découlent de réformes fédérales cherche à mettre au jour l'imbrication des échelles du système fédéral et décentralisé de l'éducation publique aux États-Unis, et de mieux saisir l'impact ambivalent des réformes des années Johnson sur des pratiques locales de discrimination raciale profondément ancrées et héritées de la ségrégation, ainsi que sur le racisme systémique qui structure encore les institutions étatsuniennes.



Benoît Lopez (UVSQ) : « Medicare, Medicaid et Jobs corps : Les programmes sociaux pour héritage ? »

BIOGRAPHIE : Benoît Lopez est Maître de conférences en droit privé à l'UVSQ-Université Paris Saclay dont il co-dirige le Master 1 et 2 Droit des ressources humaines et protection sociale. Après un master en droit social en parallèle d'un master en droit européen des droits de l'homme il a réalisé une thèse de droit sur «les clauses sociales» au sein du Cercriid, UMR CNRS 5137. Une fois obtenu son doctorat à l'Université de Lyon tout en travaillant au sein d'un cabinet d'avocat spécialisé en droit social dans le cadre d'une convention cifre il a été recruté dans son université actuelle, tout en continuant d'intervenir notamment comme formateur auprès du Barreau de Versailles (HEDAC).

MOTS-CLÉS : sécurité sociale, emploi jeune, programmes sociaux, administration du travail, droit social

ABSTRACT : Penser l'action du Président Johnson en matière sociale implique nécessairement d'envisager sa fameuse guerre contre la pauvreté "War on poverty" et ses suites légales. Deux textes majeurs sont à mettre au crédit de son action en 1964 l'Economic Opportunity Act, puis en 1965 le Social Security Act. En seulement deux années il aura proposé l'instauration de mécanismes pour lutter contre deux problèmes majeurs qui continuent à mobiliser les législations sociales : l'accès au soin par la création de dispositifs de sécurité sociale et la lutte contre le chômage des jeunes.

Or, le choix de transcrire cette volonté d'action politique notamment par des programmes sociaux appellent plusieurs réflexions. Pour autant, et c'est également l'enseignement de ces trois programmes sociaux emblématiques de l'ère Johnson, parce qu'ils vont être assumé par les administrations successives leur pilotage peut connaître d'importantes modifications. Leur étude permet donc d'interroger ce qui fait, au plan juridique, la pérennité d'un dispositif. Ce que la souplesse de gestion permet de gagner en longévité ne conduit-il pas à remettre en cause l'idée même d'un héritage ?

Le partis pris de notre étude sera de souligner l'existence de "marqueur" suffisamment significatif au plan juridique pour admettre l'apport, plusieurs décennies après, du Président Johnson dans la lutte en faveur des jeunes, des personnes âgées et des plus démunis.